

Emplois salariés : « Tout le monde court mais en ne sachant même plus vers quoi »

Pour lui, l'emploi ne doit pas être le but ultime de la politique. Bernard Fusulier, sociologue à l'UCL, propose une société multi-active.

● Interview : Dominique VELLANDE

Bernard Fusulier, vous questionnez l'emploi comme valeur absolue...

Oui, parce que l'emploi n'est qu'une activité socialement utile parmi d'autres. Que tout le monde soit en emploi est souhaitable, mais pas comme objectif unique, sinon on va dans le mur. L'emploi doit être pensé directement dans son lien avec d'autres activités.

Avec quelles conséquences ?

On connaît les symptômes d'une focalisation sur l'emploi : on ignore que le travail ne se réduit pas à l'emploi. On multiplie celles et ceux qui se vivent comme des inutiles au monde, on accentue un conflit travail/famille, et on produit des burn-out et des dépressions. Tout le monde court mais ne sachant même plus vers quoi.

Comment analysez-vous les réponses apportées par les pouvoirs publics ?

Depuis les années 90, leur seule recette, qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite, est le principe de l'activation. Il faut activer les personnes, surtout celles qui bénéficient d'une protection sociale. Cela signifie qu'on les met dans un parcours d'intégration, qu'on les met sous pression pour s'assurer qu'ils recherchent bien un emploi au risque d'être exclus du chômage. On met en

place des solutions d'outplacement pour les travailleurs âgés licenciés. Et là, maintenant que l'on voit que ça coûte cher, on cherche des moyens d'accélérer le retour vers l'emploi des personnes en maladie de longue durée.

Et ça ne marche pas ?

Non et notamment parce que

« Qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite, leur seule recette, c'est le principe d'activation. »

Bernard FUSULIER

les univers professionnels sont de plus en plus tendus. Le principe de faire plus avec moins est devenu la norme. Il faut se montrer flexible.

N'est-ce pas inéluctable ?

Je n'ai pas de souci à imaginer un jeune de 25 ans qui se lance avec plein d'énergie dans son boulot. Mais ce jeune va se marier, avoir des enfants. Sa disponibilité et son énergie doivent pouvoir être redistribuées de façon plus équilibrée entre ces différentes vies. Et c'est là qu'arrivent les points de rupture et d'insatisfaction.

Ceci dit, encourager à la création d'emplois participe au développement économique et donc au bien-être...

Pas dans l'absolu. Il faut une finalité bien comprise et socialement souhaitable. Les « *jobs, jobs, jobs pour tous* » de Charles Michel assignent le référentiel néolibéral comme seul cap. Il est basé sur la concurrence et la centralité du marché économique. Ce scénario ne résout pas grand-chose en termes de bien-être, car il passe par une mise sous pression des travailleurs et une précarisation accrue.

Quels sont les paramètres de cette dégradation ?

La qualité de l'emploi baisse de façon structurelle. Les temps partiels non choisis se multiplient, les inégalités entre hommes et femmes persistent et les discriminations envers les travailleurs âgés s'accroissent.

Mais si on regarde l'histoire du travail salarié, le temps de prestation n'a cessé de diminuer...

L'emploi salarié est né dans un contexte où c'est l'homme qui travaillait. La femme s'occupait du ménage. Le système était inégalitaire mais beaucoup plus cohérent qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, les deux conjoints bossent et le temps qu'ils mettent pour aller travailler est plus long. Cela signifie que l'emploi, globalement, prend plus de place.

Pourtant, on voit que des mesures vont parfois vers plus d'équilibre pour le travailleur...

Il y a en effet de bons signes comme ces congés autour des besoins familiaux. Congés de maternité, de paternité ou parentaux vont dans la bonne direction. Le souci, c'est que le vocabulaire n'est pas bon : on persiste à appeler ça des congés alors qu'il s'agit d'une activité relevant d'un travail. Éduquer ses enfants, prendre soin d'un parent proche ou faire du bénévolat, c'est une vraie activité. Ce ne sont pas des vacances.

Pour aller dans quelle direction ?

Je défends le modèle d'une société multi-active. Celle-ci se dessine mais très lentement. Elle affronte d'ailleurs beaucoup de courants contraires.

Expliquez-vous.

On sent bien qu'il y a un besoin très présent de trouver de nouvelles voies de reconnaissance et de valorisation d'activités socialement utiles. Elles produisent au sens large, du

bien commun, de la cohésion sociale. Cette voie ouvre la perspective d'une intégration socio-économique où l'emploi resterait une activité de base mais modulable avec d'autres activités. Cela veut dire que la référence centrale serait la contribution à la société et l'emploi n'en serait qu'une forme possible.

Cette contribution de chacun à la société n'est-elle pas une forme de privatisation des services publics ?

Absolument pas. On ne doit pas tout détricoter. On sait que tous les besoins ne sont pas rencontrés par les services publics. Permettre à des individus, à un moment ou l'autre de leur vie, d'apporter leur petite pierre au bien commun, a du sens.

Cela fait songer à cette idée née en Flandre voici peu d'obliger les chômeurs à effectuer des prestations au service de leur commune...

Non, pas du tout. Le système dont vous parlez est contrai-

gnant. On subordonne une allocation sociale à une prestation. Ma conception est inverse : on permet à une personne, allocataire social ou travailleur, de changer de registre d'activité et que cette dernière soit au service d'un mieux-être sociétal. Cela devient comme une sorte de droit de tirage accessible à tous et non une obligation.

Quels sont les freins à un tel changement ?

Le politique ne parvient pas à sortir du paradigme salarial. Il y a beaucoup de peur. Tant dans les syndicats, le patronat ou le politique. Les uns fonctionnent avec le fantasme d'un retour à l'âge d'or des « Trente Glorieuses » de l'après-guerre, les autres sur celui d'un travailleur « taillable et corvéable » et les politiques manquent d'audace pour porter une vision moins conformiste à la pensée économiciste et plus enthousiasmante. ■

VITE DIT

• Bernard FUSULIER

Sociologue à l'UCL et directeur de recherches FRNS

« Dans les années 60, on promettait une société dite de loisirs. La mécanisation allait permettre aux gens d'avoir du temps pour faire autre chose. Mais cette vision a été bousculée par la crise pétrolière et économique. On ne l'avait pas du tout anticipée. C'est aussi le début de la crise du régime fordiste. L'idée était que les gens allaient produire plus en moins de temps. On est loin du compte, car si la productivité s'est en effet accrue, la combinaison des temps de vie s'est complexifiée et tout va très vite. Au point qu'on a l'impression que le temps devient un bien rare. Placé dans un contexte idéologique où c'est la concurrence qui doit nous gouverner, l'ensemble nourrit un sentiment d'urgence au quotidien et d'angoisse quant au futur. La charge mentale devient énorme voire insupportable. Près de 90 000 personnes sont en burn-out et en dépression. »■

D.V.

Des emplois en plus mais féminins : « Si on pointe la période entre 1983 et 2016, on constate que le nombre de chômeurs est resté quasiment stable (un peu moins de 390 000). En revanche, le nombre de personnes « en emploi » a augmenté d'un million d'individus. Et cette augmentation est essentiellement liée aux femmes qui travaillent. Le taux d'emploi chez les femmes était de 36 % en 1983 et est passé à 58 % en 2016. Tandis que celui des hommes tourne autour des 68 % »

Familles flexibles : « On constate que de la même manière que le travail salarié, la famille a été contrainte à plus de flexibilité. Avec également le même genre de conséquences comme une précarisation accrue. »

La pression de l'épanouissement personnel : « Il y a une injonction culturelle énorme à l'égard de l'épanouissement personnel. Pour certains, cet épanouissement se conjugue avec le salaire, mais pour d'autres, ce n'est pas le cas. Toutefois, personne n'échappe à cette injonction. Ce qui rend la situation très paradoxale : au moment où le travail devient plus éprouvant, il faut que l'individu se sente épanoui. Cette contradiction est source de frustration et de souffrance »

Pensez à vous : « Cette situation donne beaucoup de boulot aux psychothérapeutes, mais leur approche induit un biais. Ils disent à la personne : "Pensez d'abord à vous". Cette approche renforce l'individualisme. Or, l'être humain s'épanouit d'abord dans son contact avec les autres. Il a besoin d'être respecté, aimé, reconnu et doit pouvoir établir des relations de confiance. Or, ce qui se passe, c'est que nous vivons dans une société de basse confiance. voire de méfiance a priori. C'est très fragilisant. »

Enlever le gras : « Même s'il faut reconnaître que la compétitivité est une donnée, le discours managérial emprunte depuis les années 80 un vocabulaire choisi : c'est le principe du "faire plus avec moins". On disait qu'il fallait "enlever le gras" des organisations. En ignorant que ce discours pouvait véhiculer beaucoup de violence. »

Éthique du travail : « Certains pensent que le problème vient de travailleurs qui ont perdu leur éthique du travail. Comme s'ils avaient perdu un certain sens du devoir. Ma vision est différente : je ne pense pas que les gens n'ont pas envie de bien faire leur travail. En réalité, ils ont plutôt l'impression que l'organisation pour laquelle ils travaillent ne leur permet plus d'accomplir leur tâche de façon satisfaisante ».

D.V.

Professeur de sociologie à l'UCL, Bernard Fusulier prône une société qui ne mettrait plus l'emploi salarié au centre et qui valoriserait plutôt le concept d'activités socialement utiles.